

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

**RECUEIL  
DES  
ACTES ADMINISTRATIFS  
DE LA  
PRÉFECTURE**

**ANNEE 2020**

**N° Spécial – COVID19**

**du 17 octobre 2020**

**Avis ARS Grand Est du 16 octobre 2020 n° 1854  
concernant la situation épidémique du Bas-Rhin à compter  
du 13 août 2020**

Les indicateurs sanitaires publiés par Santé publique France dans ses points de situation épidémiologiques régionaux témoignent depuis plusieurs semaines d'un rebond progressif de l'épidémie de COVID 19. Dans le Bas-Rhin, le taux d'incidence est passé de 6,4/ 100000 habitants en semaine 31 à 56,9 en semaine 38. Après une légère diminution sur les semaines 39 et 40, le taux d'incidence connaît une nouvelle recrudescence et s'établit à 96,9/100 000 habitants en semaine 41.

Le département est classé en situation de Vulnérabilité élevée par Santé Publique France depuis le 16 septembre.

Taux d'incidence pour 100 000 habitants :

	<b>Grand Est</b>	<b>Bas Rhin</b>
Semaine 31	8,1	6,4
Semaine 32	9,8	7,3
Semaine 33	12,1	12,7
Semaine 34	19,1	29,9
Semaine 35	27,8	38,1
Semaine 36	31,0	41,4
Semaine 37	43,8	50,6
Semaine 38	46,86	56,9
Semaine 39	39,7	52,5
Semaine 40	46	42,6
Semaine 41	93,1	97,3

Dégradation des différents indicateurs sur la semaine 41 :

- 17 958 tests ont été réalisés, portant le taux de tests à 1586/100 000 habitants dans le département.
- A l'échelle du Bas-Rhin, le taux d'incidence atteint 97,3 / 100 000 habitants (vs 93,1/100 000 pour le Grand Est), et 46,1/100 000 pour les personnes de plus de 65 ans (vs 57,8/100 000 pour le Grand Est); le taux de positivité global s'établit quant à lui à 6,1% (vs 7% pour le Grand Est).
- Le point de situation COVID-19 n°259 du 13 octobre de Santé publique France indique que le taux d'incidence au sein de l'Eurométropole de Strasbourg s'établit 144,3/100 000 et 65,7/100 000 pour les personnes de plus de 65 ans avec un taux de positivité de 7,3%.

29 clusters hors milieu familial élargi sont actuellement suivis dans le Bas-Rhin par l'ARS dans le cadre du contact tracing de niveau 3, concernant 262 personnes, contre 19 clusters et 167 personnes à la date du 30 septembre.

33 clusters en milieu familial élargi sont également suivis concernant 146 personnes covid +, contre 24 clusters et 114 personnes à la date du 30 septembre.

Ces indicateurs attestent d'une recrudescence particulièrement marquée de l'épidémie en semaine 41 avec un impact direct sur les personnes de plus de 65 ans et des flux en augmentation vers l'hôpital.

### Répercussions sur le système de santé

Cette circulation du virus qui s'amplifie a déjà des répercussions en termes de :

- 1 Formes symptomatiques nécessitant des consultations en urgence SOS Médecins (80 consultations en semaine 40) ou des passages aux urgences des Etablissements de santé (28 en semaine 40)
- 2 Formes sévères de la maladie :
  - En semaine 41, 40 nouvelles hospitalisations dans les établissements du Bas-Rhin, contre 32 en semaine 39 et 27 en semaine 40.
  - Au 13 octobre, 51 patients hospitalisés dans les établissements de santé du département, dont 11 en réanimation, soit un taux d'occupation de 10 % des capacités départementales de réanimation. 7 personnes sont nouvellement entrées en réanimation en semaine 41.
- 3 Capacité du système de santé à poursuivre la prise en charge des patients non COVID nécessitant des soins aigus ou chroniques.

La recrudescence des cas de COVID déjà constatée est couplée à un risque d'amplification très significatif lié à la période de vacances scolaires à venir (brassages de populations, rassemblements familiaux).

Les efforts faits par les acteurs des entreprises, de l'éducation, les autorités préfectorales, sanitaires et les municipalités doivent toujours s'accompagner d'une grande rigueur de la population dans le respect des mesures barrières, notamment du port du masque et de la distanciation sociale.

Pourtant, une baisse de l'adhésion aux mesures barrières de protection individuelle (port du masque, respect de la distanciation sociale, utilisation de solutions hydro-alcooliques) et une augmentation des rassemblements propices aux comportements à risques, continuent d'être constatées. Ces éléments, de nature à accélérer la propagation de l'épidémie, sont particulièrement favorisés dans les villes de + de 10000 habitants, à densité de population plus importante, et au sein de la population jeune dont le mode de vie plus social accroît les occasions de transmission. Dans le Bas-Rhin, les villes ainsi considérées à risque sont les suivantes :

- Strasbourg,
- Bischwiller,
- Bischheim,
- Erstein,
- Haguenau,
- Hoenheim,
- Illkirch-Graffenstaden,
- Lingolsheim,
- Obernai,
- Ostwald,
- Saverne,
- Schiltigheim,
- Sélestat

Cette situation impose aux pouvoirs publics de prendre les mesures restrictives pour contenir la propagation d'une épidémie qui, à ce jour, a causé plus de 30 000 décès en France en dépit de mesures rigoureuses d'interdiction de la plupart des déplacements durant deux mois, en évitant de risquer de remettre le système de santé sous tension et d'avoir à adopter de nouveau des mesures ayant un coût économique et social élevé.

Dans le cadre de la Loi sur l'état d'Urgence Sanitaire, les préfets sont autorisés à prendre des mesures spécifiques.



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Compte tenu des différents éléments exposés ci-dessus, l'ARS Grand Est émet un avis très favorable à toutes mesures prises par Madame la Préfète du Bas-Rhin afin de réduire les situations de contamination.

La Déléguée territoriale adjointe du Bas-Rhin de l'ARS Grand Est

  
Stéphanie JAEAGGY





**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète**

**Direction des sécurités**

**ARRETE du 17 octobre 2020  
imposant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus  
lors des rassemblements de plus de 6 personnes qui ne sont pas interdits,  
des marchés, brocantes et vide-greniers dans le département du Bas-Rhin**

**La Préfète de la région Grand Est,  
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants ;
- Vu** l'article R. 412-34 du code de la route ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'ordonnance n°443 750 rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 6 septembre 2020 ;
- Vu** le communiqué du comité d'experts de l'Agence Régionale de Santé du 7 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 octobre 2020 ;
- Vu** l'urgence ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant la nécessité de casser les chaînes de contamination ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, sur l'ensemble du territoire de la République par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 , en vigueur à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret du 16 octobre 2020 sus-visé, prescrit une série de mesures générales applicables à compter 17 octobre 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes, permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que la déclaration de l'état d'urgence sanitaire implique un renforcement de la vigilance sanitaire dans le département du Bas-Rhin ;

Considérant que le taux d'incidence du virus dans le département du Bas-Rhin est en augmentation très rapide depuis début août 2020 et qu'il a doublé entre les semaines 40 et 41 en passant à 97,3/100 000 habitants au 11 octobre ; qu'alors que le virus touchait essentiellement les plus jeunes depuis août, ce taux grimpe désormais chez les plus de 65 ans et s'établit à 46,1/100 000 habitants dans cette catégorie au 11 octobre ;

Considérant que lors de la semaine du 23 au 30 août 2020, le taux d'incidence de l'Eurométropole de Strasbourg a dépassé le seuil d'alerte fixé par Santé Publique France et qu'il se situe désormais à 144,3/100 000 habitants au 11 octobre ;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation sanitaire se dégradent depuis quelques semaines dans le Bas-Rhin, avec une moyenne de 40 passages aux urgences par semaine depuis 4 semaines, et environ 80 consultations d'urgence par SOS médecins par semaine pour suspicion de COVID ; que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient significativement depuis début octobre, avec environ 150 à 200 nouveaux patients confirmés par jour ;

Considérant que cette accélération de la circulation du virus se traduit actuellement par une hausse des hospitalisations avec 47 patients hospitalisés pour COVID dans le département au 12 octobre, dont 14 en réanimation; que parmi ces patients, 33 sont hospitalisés au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), dont 10 en réanimation ;

Considérant que la période des vacances scolaires et universitaires amplifie les flux et les rassemblements des populations au sein du département, rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ce brassage concerne tant les populations à l'intérieur du territoire du département, qu'entre départements, voire entre régions ; Considérant que le respect des règles de distance dans les rapports interpersonnels est l'une des mesures les plus efficaces pour limiter la propagation du virus ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que les masques doivent être portés systématiquement par tous dès lors que les règles de distanciation physique ne peuvent être garanties conformément à l'annexe 1 du décret du 16 octobre susvisé ;

Considérant qu'en application de l'article 3 du décret du 16 octobre sus-visé :

*I. - Tout rassemblement, réunion ou activité sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public est organisé dans des conditions de nature à permettre le respect des dispositions de l'article 1er.*

*II. - Les organisateurs des manifestations sur la voie publique mentionnées à l'article L. 211-1 du code de la sécurité intérieure adressent au préfet de département sur le territoire duquel la manifestation doit avoir lieu, sans préjudice des autres formalités applicables, une déclaration contenant les mentions prévues à l'article L. 211-2 du même code, en y précisant, en outre, les mesures qu'ils mettent en œuvre afin de garantir le respect des dispositions de l'article 1er du présent décret.*

*Sans préjudice des dispositions de l'article L. 211-4 du code de la sécurité intérieure, le préfet peut en prononcer l'interdiction si ces mesures ne sont pas de nature à permettre le respect des dispositions de l'article 1er.*

*III. - Les rassemblements, réunions ou activités sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public autres que ceux mentionnés au II mettant en présence de manière simultanée plus de six personnes sont interdits.*

*Ne sont pas soumis à cette interdiction :*

*1° Les rassemblements, réunions ou activités à caractère professionnel ;*

*2° Les services de transport de voyageurs ;*

*3° Les établissements recevant du public dans lesquels l'accueil du public n'est pas interdit en application du présent décret ;*

*4° Les cérémonies funéraires organisées hors des établissements mentionnés au 3° ;*

*5° Les visites guidées organisées par des personnes titulaires d'une carte professionnelle.*

Considérant que la forte fréquentation des marchés non couverts, des vide-greniers et brocantes dans l'ensemble du département, ne permet cependant pas le respect de la distanciation sociale prévue par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 16 octobre 2020 ;

Considérant que les risques de transmission du virus sont amplifiés dans les espaces publics créant une concentration de population, favorisant la promiscuité et empêchant le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ; qu'il y a donc lieu de le rendre obligatoire pour les événements et rassemblements favorisant la concentration de piétons ou de public dans l'ensemble du département du Bas-Rhin ;

Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – A compter du **17 octobre 2020, et jusqu'au 16 novembre 2020 inclus, le port du masque est obligatoire** pour les personnes de onze ans et plus, dans l'ensemble du département du Bas-Rhin :

- dans tout rassemblement, réunion ou activité organisé sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public mettant en présence de manière simultanée plus de 6 personnes et qui n'est pas interdit en application de l'article 3 du décret du 16 octobre 2020 sus-visé, à l'exception des activités sportives et artistiques sous réserve qu'elles respectent les protocoles sanitaires en vigueur ;
- pour tout marché non couvert, vide-grenier ou brocante.

**Article 2** – L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 16 octobre 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

**Article 3** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Conformément à l'article L. 3136-1 du code de santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 5** – L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, modifiant l'arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus lors des rassemblements de plus de 10 personnes, des marchés, brocantes et vide-greniers dans le département du Bas-Rhin, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 6** – Le secrétaire général de la Préfecture, les sous-préfets d'arrondissement, la directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, le général commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin, les maires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et entrera en vigueur immédiatement. Il sera transmis aux maires des communes concernées.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 2020

La préfète  
  
Josiane CHEVALIER

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
Bureau des Polices Administratives  
5, place de la République  
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, avenue de la Paix  
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

***Vous pouvez également exercer un recours en référé sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative***



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète  
Direction des sécurités**

**ARRETE du 17 octobre 2020  
imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du  
territoire de la commune de Bischheim**

**La Préfète de la région Grand Est,  
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants ;
- Vu** l'article R. 412-34 du code de la route ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'ordonnance n°443 750 rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 6 septembre 2020 ;
- Vu** le communiqué du comité d'experts de l'Agence Régionale de Santé du 7 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 octobre 2020 ;
- Vu** l'urgence ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que le conseil scientifique Covid-19, dans son avis n°8 du 27 juillet 2020, souligne une accélération de la circulation virale, un risque de circulation à haut niveau à l'automne et un relâchement dans le respect des gestes barrières et considère que les métropoles sont des territoires plus critiques du fait de leur densité et des flux de population ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, sur l'ensemble du territoire de la République par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020, en vigueur à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret du 16 octobre 2020 sus-visé, prescrit une série de mesures générales applicables à compter 17 octobre 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes, permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que la déclaration de l'état d'urgence sanitaire implique un renforcement de la vigilance sanitaire dans le département du Bas-Rhin ;

Considérant que le taux d'incidence du virus dans le département du Bas-Rhin est en augmentation très rapide depuis début août 2020 et qu'il a doublé entre les semaines 40 et 41 en passant à 97,3/100 000 habitants au 11 octobre ; qu'alors que le virus touchait essentiellement les plus jeunes depuis août, ce taux grimpe désormais chez les plus de 65 ans et s'établit à 46,1/100 000 habitants dans cette catégorie au 11 octobre ;

Considérant que lors de la semaine du 23 au 30 août 2020, le taux d'incidence de l'Eurométropole de Strasbourg a dépassé le seuil d'alerte fixé par Santé Publique France et qu'il se situe désormais à 144,3/100 000 habitants au 11 octobre ;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation sanitaire se dégradent depuis quelques semaines dans le Bas-Rhin, avec une moyenne de 40 passages aux urgences par semaine depuis 4 semaines, et environ 80 consultations d'urgence par SOS médecins par semaine pour suspicion de COVID ; que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient significativement depuis début octobre, avec environ 150 à 200 nouveaux patients confirmés par jour ;

Considérant que cette accélération de la circulation du virus se traduit actuellement par une hausse des hospitalisations avec 47 patients hospitalisés pour COVID dans le département au 12 octobre, dont 14 en réanimation; que parmi ces patients, 33 sont hospitalisés au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), dont 10 en réanimation ;

Considérant que la commune de Bischheim se caractérise par une importante densité de population et des flux constants de population, au regard de sa proximité à la métropole strasbourgeoise notamment, rendant difficile le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que les risques de transmission du virus sont amplifiés dans les espaces publics créant une concentration de population, favorisant la promiscuité et empêchant le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que les établissements scolaires ainsi que les équipements sportifs, culturels, de loisirs, qui attirent de nombreuses personnes et sont propices aux rassemblements, sont implantés de façon éparse sur le territoire ; que cette configuration engendre des flux de population ;

Considérant qu'il existe de nombreux mouvements pendulaires entre les communes de Strasbourg et de Bischheim, et ce, notamment dès lors que la commune de Bischheim se caractérise par une portion non négligeable de population étudiante, environ 9 % de la population communale en 2017 ; que cette population majoritairement asymptomatique, peut diffuser le virus aux plus fragiles sans le savoir ;

Considérant que la période des vacances scolaires et universitaires amplifie ces flux et le brassage des populations au sein de ce territoire densément peuplé, flux rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ce brassage concerne tant les populations à l'intérieur du territoire du département, qu'entre départements, voire entre régions ;

Considérant que dans son ordonnance sus-visée, le Conseil d'État estime que la simplicité et la lisibilité d'une obligation, comme celle de porter le masque, sont nécessaires à sa bonne connaissance et à sa correcte application par les habitants. Il est donc justifié que le port du masque soit imposé dans des périmètres suffisamment larges pour englober de façon cohérente les zones à risque, afin que les personnes qui s'y rendent connaissent facilement la règle applicable et ne soient pas incitées à enlever puis remettre leur masque à plusieurs reprises au cours d'une même sortie ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ; qu'il y a donc lieu de le rendre obligatoire sur le territoire de la commune de Bischheim ;

Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – A compter du 17 octobre 2020, et **jusqu'au 16 novembre 2020 inclus**, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de onze ans et plus, sur la voie publique et dans l'ensemble des lieux ouverts au public sur le territoire de la commune de Bischheim, à l'exception :

- des parcs, jardins et espaces verts urbains, jardins familiaux et ouvriers,
- de la zone industrielle intercommunale Bischheim-Hoenheim, à l'exclusion des parkings des commerces.

**Article 2** – L’obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s’applique pas aux personnes en situation de handicap munies d’un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 16 octobre 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

L’obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s’applique pas pour la pratique d’activités artistiques, physiques et sportives.

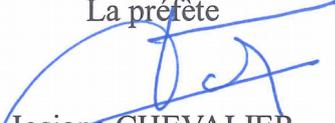
**Article 3** – Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d’un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Conformément à l’article L. 3136-1 du code de santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l’amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d’une amende de 5ème classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d’emprisonnement et de 3 750 € d’amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d’intérêt général.

**Article 5** – L’arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, modifiant l’arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du territoire de la commune de Bischheim, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 6** – Le secrétaire général de la Préfecture, la directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, le général commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin, le maire de Bischheim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et entrera en vigueur immédiatement. Il sera transmis au maire de Bischheim.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 2020

La préfète  
  
Josiane CHEVALIER

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
Bureau des Polices Administratives  
5, place de la République  
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, avenue de la Paix  
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

*Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative*



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète  
Direction des sécurités**

**ARRETE du 17 octobre 2020  
imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du  
territoire de la commune de Bischwiller**

**La Préfète de la région Grand Est,  
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants ;
- Vu** l'article R. 412-34 du code de la route ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'ordonnance n°443 750 rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 6 septembre 2020 ;
- Vu** le communiqué du comité d'experts de l'Agence Régionale de Santé du 7 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 octobre 2020 ;
- Vu** l'urgence ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que le conseil scientifique Covid-19, dans son avis n°8 du 27 juillet 2020, souligne une accélération de la circulation virale, un risque de circulation à haut niveau à l'automne et un relâchement dans le respect des gestes barrières et considère que les métropoles sont des territoires plus critiques du fait de leur densité et des flux de population ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, sur l'ensemble du territoire de la République par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020, en vigueur à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret du 16 octobre 2020 sus-visé, prescrit une série de mesures générales applicables à compter 17 octobre 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes, permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que la déclaration de l'état d'urgence sanitaire implique un renforcement de la vigilance sanitaire dans le département du Bas-Rhin ;

Considérant que le taux d'incidence du virus dans le département du Bas-Rhin est en augmentation très rapide depuis début août 2020 et qu'il a doublé entre les semaines 40 et 41 en passant à 97,3/100 000 habitants au 11 octobre ; qu'alors que le virus touchait essentiellement les plus jeunes depuis août, ce taux grimpe désormais chez les plus de 65 ans et s'établit à 46,1/100 000 habitants dans cette catégorie au 11 octobre ;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation sanitaire se dégradent depuis quelques semaines dans le Bas-Rhin, avec une moyenne de 40 passages aux urgences par semaine depuis 4 semaines, et environ 80 consultations d'urgence par SOS médecins par semaine pour suspicion de COVID ; que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient significativement depuis début octobre, avec environ 150 à 200 nouveaux patients confirmés par jour ;

Considérant que cette accélération de la circulation du virus se traduit actuellement par une hausse des hospitalisations avec 47 patients hospitalisés pour COVID dans le département au 12 octobre, dont 14 en réanimation; que parmi ces patients, 33 sont hospitalisés au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), dont 10 en réanimation ;

Considérant que la commune de Bischwiller est une grande ville du département du Bas-Rhin et se caractérise par des flux importants de population rendant difficile le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que les risques de transmission du virus sont amplifiés dans les espaces publics créant une concentration de population, favorisant la promiscuité et empêchant le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que le centre-ville et les abords de certains lieux et Établissements Recevant du Public (ERP), tels que les établissements d'enseignement, les lieux de culte, les établissements sportifs, les établissements culturels et les aires de jeux, sont fortement propices aux

regroupements de personnes ; que ces regroupements sur la voie publique favorisent les risques de transmission du virus ;

Considérant que ces zones favorisent la rencontre entre des catégories d'âge actuellement particulièrement touchées par l'épidémie de covid-19 avec des populations plus jeunes, majoritairement asymptomatiques et pouvant diffuser le virus aux plus fragiles sans le savoir ;

Considérant que la période des vacances scolaires et universitaires amplifie ces flux et le brassage des populations au sein de ce territoire densément peuplé, flux rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ce brassage concerne tant les populations à l'intérieur du territoire du département, qu'entre départements, voire entre régions ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ; qu'il y a donc lieu de le rendre obligatoire dans certaines parties du territoire de la commune de Bischwiller ;

Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – A compter du 17 octobre 2020 et **jusqu'au 16 novembre 2020 inclus**, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de onze ans et plus sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public énoncés ci-dessous, sur le territoire de la commune de Bischwiller :

- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements d'enseignement (crèches, écoles, collèges, lycées), privés et publics ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des lieux de culte (ERP de type V) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements sportifs couverts et ouverts (ERP de type X et PA) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des théâtres, salles de spectacle ou à usage multiple, salles polyvalentes ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des aires de jeux ;
  
- dans l'ensemble de la rue du Stade, depuis l'espace Paul KAUSS jusqu'à la rue de l'Obermatt ;
- dans le périmètre du centre-ville délimité par : la place de la mairie, la rue des Pompes ; la rue du Général RAMPONT, depuis la place de la mairie et jusqu'à la rue du moulin ; la rue Raymond POINCARE, la rue de la gare et la place de la gare ; la rue Française depuis la rue Poincaré jusqu'à la rue du Moulin ; la rue des Écoles, depuis le coin des Pâtres et jusqu'à la rue du Houblon ; et la rue du Georges CLEMENCEAU, depuis la rue Poincaré jusqu'à la rue du Houblon.

**Article 2** – L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 16 octobre 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas pour la pratique d'activités artistiques, physiques et sportives.

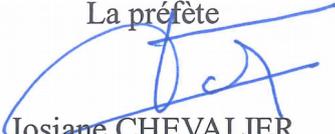
**Article 3** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Conformément à l'article L. 3136-1 du code de santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5ème classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 5** – L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, modifiant l'arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du territoire de la commune de Bischwiller, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 6** – Le sous-préfet de Haguenau, la directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, le général commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin, le maire de Bischwiller, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et entrera en vigueur immédiatement. Il sera transmis au maire de Bischwiller.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 2020

La préfète  
  
Josiane CHEVALIER

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
Bureau des Polices Administratives  
5, place de la République  
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, avenue de la Paix  
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

*Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative*



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète  
Direction des sécurités**

**ARRETE du 17 octobre 2020  
imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du  
territoire de la commune d'Erstein**

**La Préfète de la région Grand Est,  
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants ;
- Vu** l'article R. 412-34 du code de la route ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'ordonnance n°443 750 rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 6 septembre 2020 ;
- Vu** le communiqué du comité d'experts de l'Agence Régionale de Santé du 7 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 octobre 2020 ;
- Vu** l'urgence ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que le conseil scientifique Covid-19, dans son avis n°8 du 27 juillet 2020, souligne une accélération de la circulation virale, un risque de circulation à haut niveau à l'automne et un relâchement dans le respect des gestes barrières et considère que les métropoles sont des territoires plus critiques du fait de leur densité et des flux de population ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, sur l'ensemble du territoire de la République par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 , en vigueur à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret du 16 octobre 2020 sus-visé, prescrit une série de mesures générales applicables à compter 17 octobre 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes, permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que la déclaration de l'état d'urgence sanitaire implique un renforcement de la vigilance sanitaire dans le département du Bas-Rhin ;

Considérant que le taux d'incidence du virus dans le département du Bas-Rhin est en augmentation très rapide depuis début août 2020 et qu'il a doublé entre les semaines 40 et 41 en passant à 97,3/100 000 habitants au 11 octobre ; qu'alors que le virus touchait essentiellement les plus jeunes depuis août, ce taux grimpe désormais chez les plus de 65 ans et s'établit à 46,1/100 000 habitants dans cette catégorie au 11 octobre ;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation sanitaire se dégradent depuis quelques semaines dans le Bas-Rhin, avec une moyenne de 40 passages aux urgences par semaine depuis 4 semaines, et environ 80 consultations d'urgence par SOS médecins par semaine pour suspicion de COVID ; que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient significativement depuis début octobre, avec environ 150 à 200 nouveaux patients confirmés par jour ;

Considérant que cette accélération de la circulation du virus se traduit actuellement par une hausse des hospitalisations avec 47 patients hospitalisés pour COVID dans le département au 12 octobre, dont 14 en réanimation; que parmi ces patients, 33 sont hospitalisés au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), dont 10 en réanimation ;

Considérant que la commune d'Erstein se caractérise par une importante densité de population et qu'il existe, au regard de sa proximité avec l'Eurométropole strasbourgeoise, d'importants flux de population rendant difficile le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que les risques de transmission du virus sont amplifiés dans les espaces publics créant une concentration de population, favorisant la promiscuité et empêchant le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que les abords de certains lieux et Établissements Recevant du Public (ERP), tels que les établissements d'enseignement, les lieux de culte et la gare, sont fortement propices aux regroupements de personnes ; que ces regroupements sur la voie publique favorisent les risques de transmission du virus ;

Considérant que ces zones favorisent la rencontre entre des catégories d'âge actuellement particulièrement touchées par l'épidémie de covid-19 avec des populations plus jeunes, majoritairement asymptomatiques et pouvant diffuser le virus aux plus fragiles sans le savoir ;

Considérant que la période des vacances scolaires et universitaires amplifie ces flux et le brassage des populations au sein de ce territoire densément peuplé, flux rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ce brassage concerne tant les populations à l'intérieur du territoire du département, qu'entre départements, voire entre régions ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propice à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ; qu'il y a donc lieu de le rendre obligatoire dans certaines parties du territoire de la commune d'Erstein ;

Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – A compter du 17 octobre 2020, et **jusqu'au 16 novembre 2020 inclus**, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de onze ans et plus sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public énoncés ci-dessous, sur le territoire de la commune d'Erstein :

- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements d'enseignement (crèches, écoles, collèges, lycées), privés et publics ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des lieux de culte (ERP de type V) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements sportifs couverts et ouverts (ERP de type X et PA) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des théâtres, salles de spectacle ou à usage multiple, salles polyvalentes ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des aires de jeux ;
- dans un rayon de 50 mètres autour de la gare.

**Article 2** – L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 16 octobre 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas pour la pratique d'activités artistiques, physiques et sportives.

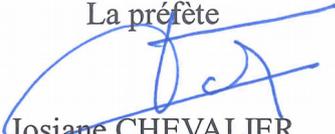
**Article 3** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Conformément à l'article L. 3136-1 du code de santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5ème classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 5** – L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, modifiant l'arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du territoire de la commune d'Erstein, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 6** – La sous-préfète de Sélestat, la directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, le général commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin, le maire d'Erstein, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et entrera en vigueur immédiatement. Il sera transmis au maire d'Erstein.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 2020

La préfète  
  
Josiane CHEVALIER

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
Bureau des Polices Administratives  
5, place de la République  
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, avenue de la Paix  
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

*Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative*



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète  
Direction des sécurités**

**ARRETE du 17 octobre 2020  
imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du  
territoire de la commune de Haguenau**

**La Préfète de la région Grand Est,  
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants ;
- Vu** l'article R. 412-34 du code de la route ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'ordonnance n°443 750 rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 6 septembre 2020 ;
- Vu** le communiqué du comité d'experts de l'Agence Régionale de Santé du 7 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 octobre 2020 ;
- Vu** l'urgence ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que le conseil scientifique Covid-19, dans son avis n°8 du 27 juillet 2020, souligne une accélération de la circulation virale, un risque de circulation à haut niveau à l'automne et un relâchement dans le respect des gestes barrières et considère que les métropoles sont des territoires plus critiques du fait de leur densité et des flux de population ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, sur l'ensemble du territoire de la République par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 , en vigueur à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret du 16 octobre 2020 sus-visé, prescrit une série de mesures générales applicables à compter 17 octobre 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes, permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que la déclaration de l'état d'urgence sanitaire implique un renforcement de la vigilance sanitaire dans le département du Bas-Rhin ;

Considérant que le taux d'incidence du virus dans le département du Bas-Rhin est en augmentation très rapide depuis début août 2020 et qu'il a doublé entre les semaines 40 et 41 en passant à 97,3/100 000 habitants au 11 octobre ; qu'alors que le virus touchait essentiellement les plus jeunes depuis août, ce taux grimpe désormais chez les plus de 65 ans et s'établit à 46,1/100 000 habitants dans cette catégorie au 11 octobre ;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation sanitaire se dégradent depuis quelques semaines dans le Bas-Rhin, avec une moyenne de 40 passages aux urgences par semaine depuis 4 semaines, et environ 80 consultations d'urgence par SOS médecins par semaine pour suspicion de COVID ; que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient significativement depuis début octobre, avec environ 150 à 200 nouveaux patients confirmés par jour ;

Considérant que cette accélération de la circulation du virus se traduit actuellement par une hausse des hospitalisations avec 47 patients hospitalisés pour COVID dans le département au 12 octobre, dont 14 en réanimation; que parmi ces patients, 33 sont hospitalisés au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), dont 10 en réanimation ;

Considérant que la commune de Haguenau est la deuxième ville du département du Bas-Rhin et se caractérise par une densité et des flux importants de population rendant difficile le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que les risques de transmission du virus sont amplifiés dans les espaces publics créant une concentration de population, favorisant la promiscuité et empêchant le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que le centre-ville, la gare, les abords de certains lieux et Établissements Recevant du Public (ERP), tels que les établissements d'enseignement, les lieux de culte, les établissements sportifs, les établissements culturels et les aires de jeux, sont fortement propices aux regroupements de personnes ; que ces regroupements sur la voie publique favorisent les risques de transmission du virus ;

Considérant que ces zones favorisent la rencontre entre des catégories d'âge actuellement particulièrement touchées par l'épidémie de covid-19 avec des populations plus jeunes, majoritairement asymptomatiques et pouvant diffuser le virus aux plus fragiles sans le savoir ;

Considérant que la période des vacances scolaires et universitaires amplifie ces flux et le brassage des populations au sein de ce territoire densément peuplé, flux rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ce brassage concerne tant les populations à l'intérieur du territoire du département, qu'entre départements, voire entre régions ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propice à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ; qu'il y a donc lieu de le rendre obligatoire dans certaines parties du territoire de la commune de Haguenau ;

Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – A compter du 17 octobre 2020, et **jusqu'au 16 novembre 2020 inclus**, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de onze ans et plus sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public énoncés ci-dessous, sur le territoire de la commune de Haguenau :

- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements d'enseignement (crèches, écoles, collèges, lycées), privés et publics ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des lieux de culte (ERP de type V) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements sportifs couverts et ouverts (ERP de type X et PA) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des théâtres, salles de spectacle ou à usage multiple, salles polyvalentes ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des aires de jeux ;
  
- dans le centre-ville, délimité par la zone piétonne et la zone de rencontre ;
- dans un rayon de 50 mètres autour de la Gare et de la Gare routière.

**Article 2** – L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 16 octobre 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas pour la pratique d'activités artistiques, physiques et sportives.

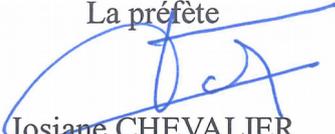
**Article 3** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Conformément à l'article L. 3136-1 du code de santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5ème classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 5** – L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, modifiant l'arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du territoire de la commune de Haguenau, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 6** – Le sous-préfet de Haguenau, la directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, le général commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin, le maire de Haguenau, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et entrera en vigueur immédiatement. Il sera transmis au maire de Haguenau.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 2020

La préfète  
  
Josiane CHEVALIER

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
Bureau des Polices Administratives  
5, place de la République  
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, avenue de la Paix  
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

*Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative*



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète  
Direction des sécurités**

**ARRETE du 17 octobre 2020  
imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du  
territoire de la commune d'Hoenheim**

**La Préfète de la région Grand Est,  
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** l'article R. 412-34 du code de la route ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'ordonnance n°443 750 rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 6 septembre 2020 ;
- Vu** le communiqué du comité d'experts de l'Agence Régionale de Santé du 7 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 octobre 2020 ;
- Vu** l'urgence ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que le conseil scientifique Covid-19, dans son avis n°8 du 27 juillet 2020, souligne une accélération de la circulation virale, un risque de circulation à haut niveau à l'automne et un relâchement dans le respect des gestes barrières et considère que les métropoles sont des territoires plus critiques du fait de leur densité et des flux de population ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, sur l'ensemble du territoire de la République par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020, en vigueur à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret du 16 octobre 2020 sus-visé, prescrit une série de mesures générales applicables à compter du 17 octobre 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes, permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que la déclaration de l'état d'urgence sanitaire implique un renforcement de la vigilance sanitaire dans le département du Bas-Rhin ;

Considérant que le taux d'incidence du virus dans le département du Bas-Rhin est en augmentation très rapide depuis début août 2020 et qu'il a doublé entre les semaines 40 et 41 en passant à 97,3/100 000 habitants au 11 octobre ; qu'alors que le virus touchait essentiellement les plus jeunes depuis août, ce taux grimpe désormais chez les plus de 65 ans et s'établit à 46,1/100 000 habitants dans cette catégorie au 11 octobre ;

Considérant que lors de la semaine du 23 au 30 août 2020, le taux d'incidence de l'Eurométropole de Strasbourg a dépassé le seuil d'alerte fixé par Santé Publique France et qu'il se situe désormais à 144,3/100 000 habitants au 11 octobre ;

Considérant que la commune d'Hoenheim fait partie de l'Eurométropole et se situe dans la continuité de l'aire urbaine de la commune de Strasbourg, dans laquelle le taux d'incidence du virus a amplement dépassé le seuil d'alerte ;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation sanitaire se dégradent depuis quelques semaines dans le Bas-Rhin, avec une moyenne de 40 passages aux urgences par semaine depuis 4 semaines, et environ 80 consultations d'urgence par SOS médecins par semaine pour suspicion de COVID ; que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient significativement depuis début octobre, avec environ 150 à 200 nouveaux patients confirmés par jour ;

Considérant que cette accélération de la circulation du virus se traduit actuellement par une hausse des hospitalisations avec 47 patients hospitalisés pour COVID dans le département au 12 octobre, dont 14 en réanimation; que parmi ces patients, 33 sont hospitalisés au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), dont 10 en réanimation ;

Considérant que la commune d'Hoenheim se caractérise par une importante densité de population et des flux constants de population, au regard de sa proximité à la métropole strasbourgeoise notamment, rendant difficile le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que les risques de transmission du virus sont amplifiés dans les espaces publics créant une concentration de population, favorisant la promiscuité et empêchant le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que le centre-ville, la gare, les abords de certains lieux et Établissements Recevant du Public (ERP), tels que la gare, les établissements d'enseignement, les lieux de culte, les établissements sportifs, les établissements culturels et les aires de jeux, sont fortement propices aux regroupements de personnes ; que ces regroupements sur la voie publique favorisent les risques de transmission du virus ;

Considérant qu'il existe de nombreux mouvements pendulaires entre les communes de Strasbourg et d'Hoenheim, et ce, notamment dès lors que la commune d'Hoenheim se caractérise par une portion non négligeable de population étudiante, environ 10 % de la population de la commune en 2017 ; que cette population majoritairement asymptomatique, peut diffuser le virus aux plus fragiles sans le savoir ;

Considérant que la période des vacances scolaires et universitaires amplifie ces flux et le brassage des populations au sein de ce territoire densément peuplé, flux rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ce brassage concerne tant les populations à l'intérieur du territoire du département, qu'entre départements, voire entre régions ;

Considérant que dans son ordonnance sus-visée, le Conseil d'État estime que la simplicité et la lisibilité d'une obligation, comme celle de porter le masque, sont nécessaires à sa bonne connaissance et à sa correcte application par les habitants. Il est donc justifié que le port du masque soit imposé dans des périmètres suffisamment larges pour englober de façon cohérente les zones à risque, afin que les personnes qui s'y rendent connaissent facilement la règle applicable et ne soient pas incitées à enlever puis remettre leur masque à plusieurs reprises au cours d'une même sortie ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propice à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ; qu'il y a donc lieu de le rendre obligatoire sur certains espaces publics de la commune de Hoenheim ;

Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – A compter du 17 octobre 2020, et **jusqu'au 16 novembre 2020 inclus**, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de onze ans et plus sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public énoncés ci-dessous, sur le territoire de la commune de Hoenheim :

- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements d'enseignement (crèches, écoles, collèges, lycées), privés et publics ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des lieux de culte (ERP de type V) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements sportifs couverts et ouverts (ERP de type X et PA) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des théâtres, salles de spectacle ou à usage multiple, salles polyvalentes ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des aires de jeux ;
- dans un rayon de 50 mètres autour de la Gare ;
- dans la Rue de la République, sur un périmètre compris entre le ban communal de Bischheim et l'intersection avec la route de la Wantzenau.

**Article 2** – L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 16 octobre 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas pour la pratique d'activités artistiques, physiques et sportives.

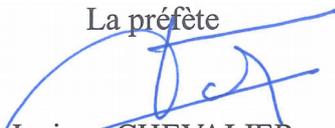
**Article 3** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Conformément à l'article L. 3136-1 du code de santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 5** – L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, modifiant l'arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du territoire de la commune d'Hoenheim, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 6** – Le secrétaire général de la Préfecture, la directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, le général commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin, le maire de Hoenheim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et entrera en vigueur immédiatement. Il sera transmis au maire de Hoenheim.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 2020

La préfète  
  
Josiane CHEVALIER

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
Bureau des Polices Administratives  
5, place de la République  
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, avenue de la Paix  
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

*Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative*



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète  
Direction des sécurités**

**ARRETE du 17 octobre 2020  
imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur le territoire de la  
commune d'Illkirch-Graffenstaden**

**La Préfète de la région Grand Est,  
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants ;
- Vu** l'article R. 412-34 du code de la route ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'ordonnance n°443 750 rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 6 septembre 2020 ;
- Vu** le communiqué du comité d'experts de l'Agence Régionale de Santé du 7 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 octobre 2020 ;
- Vu** l'urgence ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que le conseil scientifique Covid-19, dans son avis n°8 du 27 juillet 2020, souligne une accélération de la circulation virale, un risque de circulation à haut niveau à l'automne et un relâchement dans le respect des gestes barrières et considère que les métropoles sont des territoires plus critiques du fait de leur densité et des flux de population ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, sur l'ensemble du territoire de la République par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 , en vigueur à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret du 16 octobre 2020 sus-visé, prescrit une série de mesures générales applicables à compter 17 octobre 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes, permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que la déclaration de l'état d'urgence sanitaire implique un renforcement de la vigilance sanitaire dans le département du Bas-Rhin ;

Considérant que le taux d'incidence du virus dans le département du Bas-Rhin est en augmentation très rapide depuis début août 2020 et qu'il a doublé entre les semaines 40 et 41 en passant à 97,3/100 000 habitants au 11 octobre ; qu'alors que le virus touchait essentiellement les plus jeunes depuis août, ce taux grimpe désormais chez les plus de 65 ans et s'établit à 46,1/100 000 habitants dans cette catégorie au 11 octobre ;

Considérant que lors de la semaine du 23 au 30 août 2020, le taux d'incidence de l'Eurométropole de Strasbourg a dépassé le seuil d'alerte fixé par Santé Publique France et qu'il se situe désormais à 144,3/100 000 habitants au 11 octobre ;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation sanitaire se dégradent depuis quelques semaines dans le Bas-Rhin, avec une moyenne de 40 passages aux urgences par semaine depuis 4 semaines, et environ 80 consultations d'urgence par SOS médecins par semaine pour suspicion de COVID ; que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient significativement depuis début octobre, avec environ 150 à 200 nouveaux patients confirmés par jour ;

Considérant que cette accélération de la circulation du virus se traduit actuellement par une hausse des hospitalisations avec 47 patients hospitalisés pour COVID dans le département au 12 octobre, dont 14 en réanimation; que parmi ces patients, 33 sont hospitalisés au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), dont 10 en réanimation ;

Considérant que la commune d'Illkirch-Graffenstaden se caractérise par une importante densité de population, qui atteint plus de 10 000 habitants/km<sup>2</sup> dans certains quartiers d'habitation ; qu'il existe, au regard de sa proximité aux communes d'Ostwald et de la métropole strasbourgeoise, d'importants flux de population rendant difficile le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que les risques de transmission du virus sont amplifiés dans les espaces publics créant une concentration de population, favorisant la promiscuité et empêchant le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que la répartition éparse des zones résidentielles, d'activités, de loisirs, et d'enseignement sur le territoire de la commune, conduit à d'importants flux de personnes, le centre-ville se trouvant à l'ouest, les habitations au centre, les établissements d'enseignement supérieur ainsi qu'une grande partie des lycées, collèges, écoles et maternelles à l'est ; que ce découpage occasionne des flux constants, rendant difficile le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant qu'il existe de nombreux mouvements pendulaires entre les communes de Strasbourg et d'Illkirch-Graffenstaden ; que les abords des établissements d'enseignement sont des lieux denses en circulation et en stationnement de personnes, notamment de parents, flux rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ;

Considérant qu'une large partie de la population d'Illkirch-Graffenstaden se situe dans la tranche d'âge des 15-29 ans, dont une portion de population étudiante non négligeable et relativement constante, représentant près de 14 % de la population communale ; que cette population jeune est majoritairement asymptomatique et peut diffuser le virus aux plus fragiles sans le savoir ;

Considérant que la commune possède un vaste parc d'innovation, sur lequel se situe le campus d'Illkirch-Graffenstaden, qui constitue un grand pôle de référence européen en R&D public et privé ; que dès lors, ce parc concentre plus de 1000 chercheurs et plus d'une dizaine d'établissements d'enseignement supérieur et de structures de recherche d'envergure internationale ; qu'il est animé par de nombreuses manifestations professionnelles et publiques et propose de nombreux services, tels qu'un centre d'affaires ou des hôtels d'entreprises ;

Considérant que plusieurs clusters ont été identifiés au sein des établissements d'enseignement supérieur localisés sur le parc d'innovation depuis la rentrée ; que ces clusters concernent Télécom Physique Strasbourg (TPS), l'École supérieure de biotechnologies de Strasbourg (ESBS) ainsi que l'UFR de mathématiques et d'informatique ;

Considérant que les abords de certains lieux et Établissements Recevant du Public (ERP), tels que les parcs et jardins, les établissements d'enseignement, les lieux de culte, les établissements sportifs, les établissements culturels et les aires de jeux, sont fortement propices aux regroupements de personnes ; que ces regroupements sur la voie publique favorisent les risques de transmission du virus ;

Considérant l'attractivité de la zone commerciale du Baggersee, sa situation entre les centres-villes d'Illkirch et de Strasbourg, son accès direct par les transports en commun et par l'autoroute, ainsi que sa proximité du centre commercial Auchan et du Lac Baggersee ; que cette interface concentre une forte et constante densité de population ;

Considérant que la période des vacances scolaires et universitaires amplifie ces flux et le brassage des populations au sein de ce territoire densément peuplé, flux rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ce brassage concerne tant les populations à l'intérieur du territoire du département, qu'entre départements, voire entre régions ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propice à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des

contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ; qu'il y a donc lieu de le rendre obligatoire dans certaines parties de la commune d'Illkirch-Graffenstaden;

Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – A compter du 17 octobre 2020, et **jusqu'au 16 novembre 2020 inclus**, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de onze ans et plus sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public énoncés ci-dessous, sur le territoire de la commune d'Illkirch-Graffenstaden :

- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements d'enseignement (crèches, écoles, collèges, lycées), privés et publics ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des lieux de culte (ERP de type V) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements sportifs couverts et ouverts (ERP de type X et PA) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des salles de spectacle ou à usage multiple, salles polyvalentes ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des aires de jeux ;
- dans les parcs, jardins et espaces verts urbains de la commune ;
  
- dans le périmètre du supermarché Leclerc Express situé rue des Vignes et sur son parking (le périmètre et les rues concernées sont délimités en annexe) ;
- dans l'ensemble de la zone qui englobe le parc d'innovation, le campus d'Illkirch-Graffenstaden, les différentes écoles d'enseignement supérieur (le périmètre et les rues concernées sont délimités en annexe) ;
- dans l'ensemble de la zone commerciale du Baggersee et sur le parking-relais du Baggersee (le périmètre et les rues concernés sont délimités en annexe).

**Article 2** – L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 16 octobre 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas pour la pratique d'activités artistiques, physiques et sportives.

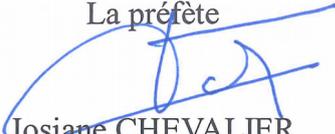
**Article 3** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Conformément à l'article L. 3136-1 du code de santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 5** – L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, modifiant l'arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur le territoire de la commune d'Illkirch-Graffenstaden, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

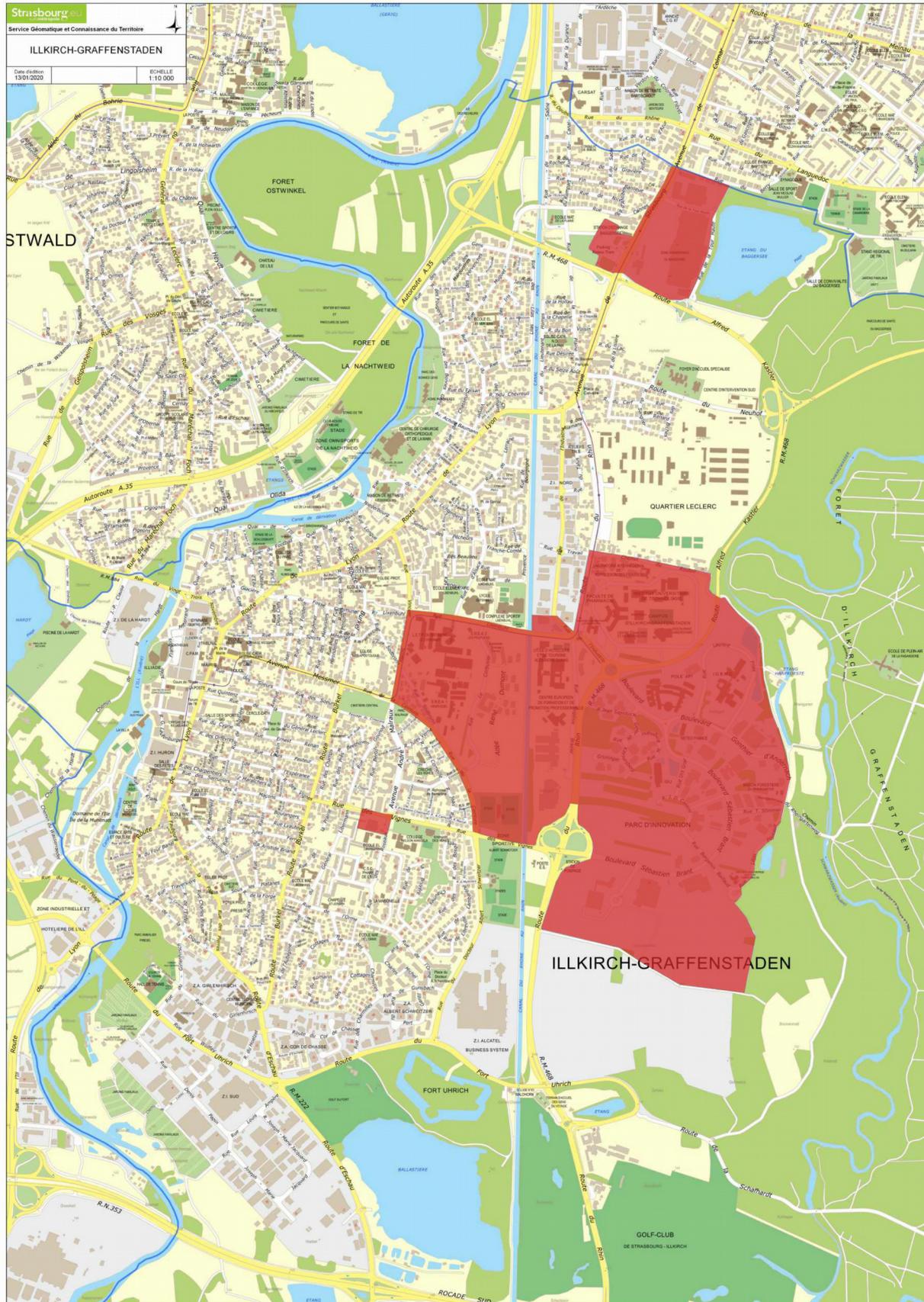
**Article 6** – Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, le maire d'Illkirch-Graffenstaden, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et entrera en vigueur immédiatement. Il sera transmis au maire d'Illkirch-Graffenstaden.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 2020

La préfète  
  
Josiane CHEVALIER

## Annexes

Carte des zones nouvelles concernées par le port du masque obligatoire à compter du 19/09



Liste des rues délimitant les nouvelles zones concernées par le port du masque obligatoire à compter du 19/09

Noms de la voie	Concerné	Observations	Tronçon
Andernach (boulevard Gonthier d')	oui		
Baillaud (rue Benjamin)	oui		
Brant (boulevard Sébastien)	oui		
Brazier (rue Eugénie)	oui		
Cassini (rue Jean-Dominique)	oui		
Ceinture (rue de la)	oui		
Corbusier (rue le)	oui		
Dumont (allée René)	oui	hors domaine public	
Foucault (rond-point Baillaud)	oui		
Foucault (rue Léon)	oui		
Fries (rue Laurent)	oui		
Graf (rue Urs)	oui		
Grüninger (rue)	oui		
Industrie (rue de l')	oui		Lixenbuhl à Brant + à droite du LIDL et Mac Donald
Kastler (route Alfred)	oui		
Kaysersberg (rue Geiler de)	oui		
Lixenbuhl (rue)	oui		industrie à scotto
Rhin (route du)	oui		routoir à industrie
Ringmann (rue Matthias)	oui		
Roseaux (rue des)	oui		à droite du leclerc express
Routoir (chemin du)	oui		
Sapidus (rue Jean)	oui		
Scotto (rue Vincent)	oui		lixenbuhl à ceinture
Sodbronn (rue)	oui		ceinture à scotto
Stimmer (rue Tobias)	oui		
Strasbourg (avenue de)	oui		à droite du baggersee
Tour Haute (rue de la)	oui		
Vignes (rue des)	oui		à droite du leclerc express

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
Bureau des Polices Administratives  
5, place de la République  
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, avenue de la Paix  
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

***Vous pouvez également exercer un recours en référé sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative***



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète  
Direction des sécurités**

**ARRETE du 17 octobre 2020  
imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du  
territoire de la commune de Lingolsheim**

**La Préfète de la région Grand Est,  
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants ;
- Vu** l'article R. 412-34 du code de la route ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'ordonnance n°443 750 rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 6 septembre 2020 ;
- Vu** le communiqué du comité d'experts de l'Agence Régionale de Santé du 7 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 octobre 2020 ;
- Vu** l'urgence ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que le conseil scientifique Covid-19, dans son avis n°8 du 27 juillet 2020, souligne une accélération de la circulation virale, un risque de circulation à haut niveau à l'automne et un relâchement dans le respect des gestes barrières et considère que les métropoles sont des territoires plus critiques du fait de leur densité et des flux de population ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, sur l'ensemble du territoire de la République par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 , en vigueur à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret du 16 octobre 2020 sus-visé, prescrit une série de mesures générales applicables à compter 17 octobre 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes, permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que la déclaration de l'état d'urgence sanitaire implique un renforcement de la vigilance sanitaire dans le département du Bas-Rhin ;

Considérant que le taux d'incidence du virus dans le département du Bas-Rhin est en augmentation très rapide depuis début août 2020 et qu'il a doublé entre les semaines 40 et 41 en passant à 97,3/100 000 habitants au 11 octobre ; qu'alors que le virus touchait essentiellement les plus jeunes depuis août, ce taux grimpe désormais chez les plus de 65 ans et s'établit à 46,1/100 000 habitants dans cette catégorie au 11 octobre ;

Considérant que lors de la semaine du 23 au 30 août 2020, le taux d'incidence de l'Eurométropole de Strasbourg a dépassé le seuil d'alerte fixé par Santé Publique France et qu'il se situe désormais à 144,3/100 000 habitants au 11 octobre ;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation sanitaire se dégradent depuis quelques semaines dans le Bas-Rhin, avec une moyenne de 40 passages aux urgences par semaine depuis 4 semaines, et environ 80 consultations d'urgence par SOS médecins par semaine pour suspicion de COVID ; que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient significativement depuis début octobre, avec environ 150 à 200 nouveaux patients confirmés par jour ;

Considérant que cette accélération de la circulation du virus se traduit actuellement par une hausse des hospitalisations avec 47 patients hospitalisés pour COVID dans le département au 12 octobre, dont 14 en réanimation; que parmi ces patients, 33 sont hospitalisés au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), dont 10 en réanimation ;

Considérant que la commune de Lingolsheim se caractérise par une importante densité de population ; qu'il existe, au regard de sa proximité aux communes d'Ostwald, d'Illkirch-Graffenstaden et de la métropole strasbourgeoise, d'importants flux de population rendant difficile le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que les risques de transmission du virus sont amplifiés dans les espaces publics créant une concentration de population, favorisant la promiscuité et empêchant le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que certaines rues commerçantes, les abords de certains lieux et Établissements Recevant du Public (ERP), tels que les établissements d'enseignement, les lieux de culte, les établissements sportifs, les établissements culturels et les aires de jeux, sont fortement propices aux regroupements de personnes ; que ces regroupements sur la voie publique favorisent les risques de transmission du virus ;

Considérant qu'il existe de nombreux mouvements pendulaires entre les communes de Strasbourg et de Lingolsheim, et ce, notamment dès lors que la commune de Lingolsheim se caractérise par une portion non négligeable de population étudiante, environ 9 % de la population de la commune en 2017 ; que ces populations majoritairement asymptomatiques, peuvent diffuser le virus aux plus fragiles sans le savoir ;

Considérant que la période des vacances scolaires et universitaires amplifie ces flux et le brassage des populations au sein de ce territoire densément peuplé, flux rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ce brassage concerne tant les populations à l'intérieur du territoire du département, qu'entre départements, voire entre régions ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propice à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ; qu'il y a donc lieu de le rendre obligatoire dans certaines parties du territoire de la commune de Lingolsheim ;

Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – A compter du 17 octobre 2020, et **jusqu'au 16 novembre 2020 inclus**, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de onze ans et plus sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public énoncés ci-dessous, sur le territoire de la commune de Lingolsheim :

- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements d'enseignement (crèches, écoles, collèges, lycées) privés et publics ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des lieux de culte (ERP de type V) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements sportifs couverts et ouverts (ERP de type X et PA) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des théâtres, salles de spectacle ou à usage multiple, salles polyvalentes ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des squares pour enfants et aires de jeux ;
- dans l'intégralité :
  - de la rue du Maréchal Foch ;
  - du square de Coubertin ;
- dans la rue Tiergartel, dans l'intervalle situé entre la rue d'Ostwald et la rue du général de Gaulle ;
- dans la rue des Tilleuls, dans l'intervalle situé entre la rue des Merles et la rue Tiergartel ;
- sur les zones de stationnement situées devant les commerces suivants : Lidl, Aldi et Super U ;
- aux abords du campus du CESI de Lingolsheim délimité par le chemin de la roseraie, la cour des chevreaux, l'allée des foulons et la route de schirmeck.

**Article 2** – L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 16 octobre 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas pour la pratique d'activités artistiques, physiques et sportives.

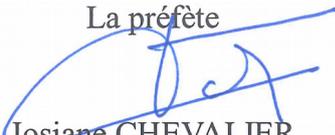
**Article 3** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Conformément à l'article L. 3136-1 du code de santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 5** – L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, modifiant l'arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du territoire de la commune de Lingolsheim, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 6** – Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, le général commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin, la maire de Lingolsheim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et entrera en vigueur immédiatement. Il sera transmis à la maire de Lingolsheim.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 2020

La préfète  
  
Josiane CHEVALIER

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
Bureau des Polices Administratives  
5, place de la République  
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, avenue de la Paix  
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

*Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative*



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète  
Direction des sécurités**

**ARRETE du 17 octobre 2020  
imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du  
territoire de la commune d'Obernai**

**La Préfète de la région Grand Est,  
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants ;
- Vu** l'article R. 412-34 du code de la route ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'ordonnance n°443 750 rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 6 septembre 2020 ;
- Vu** le communiqué du comité d'experts de l'Agence Régionale de Santé du 7 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 octobre 2020 ;
- Vu** l'urgence ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que le conseil scientifique Covid-19, dans son avis n°8 du 27 juillet 2020, souligne une accélération de la circulation virale, un risque de circulation à haut niveau à l'automne et un relâchement dans le respect des gestes barrières et considère que les métropoles sont des territoires plus critiques du fait de leur densité et des flux de population ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, sur l'ensemble du territoire de la République par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 , en vigueur à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret du 16 octobre 2020 sus-visé, prescrit une série de mesures générales applicables à compter 17 octobre 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes, permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que la déclaration de l'état d'urgence sanitaire implique un renforcement de la vigilance sanitaire dans le département du Bas-Rhin ;

Considérant que le taux d'incidence du virus dans le département du Bas-Rhin est en augmentation très rapide depuis début août 2020 et qu'il a doublé entre les semaines 40 et 41 en passant à 97,3/100 000 habitants au 11 octobre ; qu'alors que le virus touchait essentiellement les plus jeunes depuis août, ce taux grimpe désormais chez les plus de 65 ans et s'établit à 46,1/100 000 habitants dans cette catégorie au 11 octobre ;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation sanitaire se dégradent depuis quelques semaines dans le Bas-Rhin, avec une moyenne de 40 passages aux urgences par semaine depuis 4 semaines, et environ 80 consultations d'urgence par SOS médecins par semaine pour suspicion de COVID ; que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient significativement depuis début octobre, avec environ 150 à 200 nouveaux patients confirmés par jour ;

Considérant que cette accélération de la circulation du virus se traduit actuellement par une hausse des hospitalisations avec 47 patients hospitalisés pour COVID dans le département au 12 octobre, dont 14 en réanimation; que parmi ces patients, 33 sont hospitalisés au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), dont 10 en réanimation ;

Considérant le caractère touristique de la commune d'Obernai, qui est la deuxième ville la plus visitée du département ; que la commune se caractérise par une importante population et un bassin d'emploi très actif, notamment en raison de son important territoire viticole, qui implique de nombreux flux ;

Considérant que les risques de transmission du virus sont amplifiés dans les espaces publics créant une concentration de population, favorisant la promiscuité et empêchant le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que la configuration de l'espace public dans le centre-ville d'Obernai ne permet pas de faire respecter les mesures de distanciation sociale ; que ce centre-ville est très fréquenté par les habitants mais aussi par les touristes ;

Considérant que les abords de certains lieux et Établissements Recevant du Public (ERP), tels que les établissements d'enseignement, les lieux de culte, les établissements sportifs, les établissements culturels et les aires de jeux, sont fortement propices aux regroupements de personnes ; que ces regroupements sur la voie publique favorisent les risques de transmission du virus ;

Considérant que ces zones favorisent la rencontre entre des catégories d'âge actuellement particulièrement touchées par l'épidémie de covid-19 avec des populations plus jeunes, majoritairement asymptomatiques et pouvant diffuser le virus aux plus fragiles sans le savoir ;

Considérant que la période des vacances scolaires et universitaires amplifie ces flux et le brassage des populations au sein de ce territoire densément peuplé, flux rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ce brassage concerne tant les populations à l'intérieur du territoire du département, qu'entre départements, voire entre régions ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propice à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ; qu'il y a donc lieu de le rendre obligatoire dans certaines parties du territoire d'Obernai ;

Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – A compter du 17 octobre 2020, et **jusqu'au 16 novembre 2020 inclus**, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de onze ans et plus sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public, énoncés ci-dessous, sur le territoire de la commune d'Obernai :

- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements d'enseignement (crèches, écoles, collèges, lycées), privés et publics ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des lieux de culte (ERP de type V) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements sportifs couverts et ouverts (ERP de type X et PA) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des théâtres, salles de spectacle ou à usage multiple, salles polyvalentes ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des aires de jeux. ;
- dans un rayon de 50 mètres autour de la Gare ;
  
- dans le périmètre du cœur de ville, délimité par les remparts historiques Foch, Joffre, Freppel et Caspar (cf plan en annexe) ;
- dans le périmètre du quartier de la Vorstadt à l'ouest, jusqu'à la rue de l'Altai incluse ; puis la portion de la route de Boersch, qui s'étend entre le giratoire rue du Chanoine Gyss, jusqu'à l'intersection avec la rue de l'Altai (cf plan en annexe).

**Article 2** – L’obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s’applique pas aux personnes en situation de handicap munies d’un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 16 octobre 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

L’obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s’applique pas pour la pratique d’activités artistiques, physiques et sportives.

**Article 3** – Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d’un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Conformément à l’article L. 3136-1 du code de santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l’amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d’une amende de 5ème classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d’emprisonnement et de 3 750 € d’amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d’intérêt général.

**Article 5** – L’arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, modifiant l’arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du territoire de la commune d’Obernai, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 6** – La sous-préfète de Sélestat, la directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, le général commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin, le maire d’Obernai, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et entrera en vigueur immédiatement. Il sera transmis au maire d’Obernai.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 2020

La préfète

A blue ink signature of Josiane CHEVALIER, consisting of a stylized 'J' and 'C' followed by a horizontal line.

Josiane CHEVALIER

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
Bureau des Polices Administratives  
5, place de la République  
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, avenue de la Paix  
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

*Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative*





**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète  
Direction des sécurités**

**ARRETE du 17 octobre 2020  
imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du  
territoire de la commune d'Ostwald**

**La Préfète de la région Grand Est,  
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants ;
- Vu** l'article R. 412-34 du code de la route ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'ordonnance n°443 750 rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 6 septembre 2020 ;
- Vu** le communiqué du comité d'experts de l'Agence Régionale de Santé du 7 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 octobre 2020 ;
- Vu** l'urgence ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que le conseil scientifique Covid-19, dans son avis n°8 du 27 juillet 2020, souligne une accélération de la circulation virale, un risque de circulation à haut niveau à l'automne et un relâchement dans le respect des gestes barrières et considère que les métropoles sont des territoires plus critiques du fait de leur densité et des flux de population ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, sur l'ensemble du territoire de la République par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020, en vigueur à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret du 16 octobre 2020 sus-visé, prescrit une série de mesures générales applicables à compter 17 octobre 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes, permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que la déclaration de l'état d'urgence sanitaire implique un renforcement de la vigilance sanitaire dans le département du Bas-Rhin ;

Considérant que le taux d'incidence du virus dans le département du Bas-Rhin est en augmentation très rapide depuis début août 2020 et qu'il a doublé entre les semaines 40 et 41 en passant à 97,3/100 000 habitants au 11 octobre ; qu'alors que le virus touchait essentiellement les plus jeunes depuis août, ce taux grimpe désormais chez les plus de 65 ans et s'établit à 46,1/100 000 habitants dans cette catégorie au 11 octobre ;

Considérant que lors de la semaine du 23 au 30 août 2020, le taux d'incidence de l'Eurométropole de Strasbourg a dépassé le seuil d'alerte fixé par Santé Publique France et qu'il se situe désormais à 144,3/100 000 habitants au 11 octobre ;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation sanitaire se dégradent depuis quelques semaines dans le Bas-Rhin, avec une moyenne de 40 passages aux urgences par semaine depuis 4 semaines, et environ 80 consultations d'urgence par SOS médecins par semaine pour suspicion de COVID ; que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient significativement depuis début octobre, avec environ 150 à 200 nouveaux patients confirmés par jour ;

Considérant que cette accélération de la circulation du virus se traduit actuellement par une hausse des hospitalisations avec 47 patients hospitalisés pour COVID dans le département au 12 octobre, dont 14 en réanimation; que parmi ces patients, 33 sont hospitalisés au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), dont 10 en réanimation ;

Considérant que la commune d'Ostwald se caractérise par une importante densité de population ; qu'il existe, au regard de sa proximité aux communes de Lingolsheim, d'Illkirch-Graffenstaden et de la métropole strasbourgeoise, d'importants flux de population rendant difficile le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que les risques de transmission du virus sont amplifiés dans les espaces publics créant une concentration de population, favorisant la promiscuité et empêchant le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que les abords de certains lieux et Établissements Recevant du Public (ERP), tels que les établissements d'enseignement, les lieux de culte, les établissements sportifs, les établissements culturels et les aires de jeux, sont fortement propices aux regroupements de personnes ; que ces regroupements sur la voie publique favorisent les risques de transmission du virus ;

Considérant qu'il existe de nombreux mouvements pendulaires entre les communes de Strasbourg et d'Ostwald, et ce, notamment dès lors que la commune se caractérise par une portion non négligeable de population étudiante, environ 10 % de la population de la commune en 2017 ; que cette population majoritairement asymptomatique peut diffuser le virus aux plus fragiles sans le savoir ;

Considérant que la période des vacances scolaires et universitaires amplifie ces flux et le brassage des populations au sein de ce territoire densément peuplé, flux rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ce brassage concerne tant les populations à l'intérieur du territoire du département, qu'entre départements, voire entre régions ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propice à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ; qu'il y a donc lieu de le rendre obligatoire dans certaines parties du territoire de la commune d'Ostwald :

Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – A compter du 17 octobre 2020, et **jusqu'au 16 novembre 2020 inclus**, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de onze ans et plus sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public énoncés ci-dessous, sur le territoire de la commune d'Ostwald :

- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements d'enseignement (crèches, écoles, collèges), privés et publics ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des lieux de culte (ERP de type V) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements sportifs couverts et ouverts (ERP de type X et PA) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des théâtres, salles de spectacle ou à usage multiple, salles polyvalentes ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des aires de jeux ;
  
- sur les espaces de stationnement situés dans la zone commerciale de la Vigie ;
- dans un rayon de 20 mètres autour des marchands ambulants « Albano di Pasta » situé rue Alfred Kastler et « Elsass Flamm's » situé place du Général de Gaulle.

**Article 2** – L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 16 octobre 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas pour la pratique d'activités artistiques, physiques et sportives.

**Article 3** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Conformément à l'article L. 3136-1 du code de santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5ème classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 5** – L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, modifiant l'arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du territoire de la commune d'Ostwald, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 6** – Le secrétaire général de la Préfecture, la directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, le général commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin, la maire d'Ostwald, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et entrera en vigueur immédiatement. Il sera transmis à la maire d'Ostwald.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 2020

La préfète  
  
Josiane CHEVALIER

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
Bureau des Polices Administratives  
5, place de la République  
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, avenue de la Paix  
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

*Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative*



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète  
Direction des sécurités**

**ARRETE du 17 octobre 2020  
imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du  
territoire de la commune de Saverne**

**La Préfète de la région Grand Est,  
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants ;
- Vu** l'article R. 412-34 du code de la route ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'ordonnance n°443 750 rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 6 septembre 2020 ;
- Vu** le communiqué du comité d'experts de l'Agence Régionale de Santé du 7 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 octobre 2020 ;
- Vu** l'urgence ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que le conseil scientifique Covid-19, dans son avis n°8 du 27 juillet 2020, souligne une accélération de la circulation virale, un risque de circulation à haut niveau à l'automne et un relâchement dans le respect des gestes barrières et considère que les métropoles sont des territoires plus critiques du fait de leur densité et des flux de population ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, sur l'ensemble du territoire de la République par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020, en vigueur à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret du 16 octobre 2020 sus-visé, prescrit une série de mesures générales applicables à compter 17 octobre 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes, permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que la déclaration de l'état d'urgence sanitaire implique un renforcement de la vigilance sanitaire dans le département du Bas-Rhin ;

Considérant que le taux d'incidence du virus dans le département du Bas-Rhin est en augmentation très rapide depuis début août 2020 et qu'il a doublé entre les semaines 40 et 41 en passant à 97,3/100 000 habitants au 11 octobre ; qu'alors que le virus touchait essentiellement les plus jeunes depuis août, ce taux grimpe désormais chez les plus de 65 ans et s'établit à 46,1/100 000 habitants dans cette catégorie au 11 octobre ;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation sanitaire se dégradent depuis quelques semaines dans le Bas-Rhin, avec une moyenne de 40 passages aux urgences par semaine depuis 4 semaines, et environ 80 consultations d'urgence par SOS médecins par semaine pour suspicion de COVID ; que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient significativement depuis début octobre, avec environ 150 à 200 nouveaux patients confirmés par jour ;

Considérant que cette accélération de la circulation du virus se traduit actuellement par une hausse des hospitalisations avec 47 patients hospitalisés pour COVID dans le département au 12 octobre, dont 14 en réanimation; que parmi ces patients, 33 sont hospitalisés au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), dont 10 en réanimation ;

Considérant que la commune de Saverne, se caractérise par une importante densité de population et des flux continus de personnes, au regard de sa position stratégique sur le col de Saverne, passage naturel entre le plateau lorrain et la plaine d'Alsace ; que la commune regorge de lieux d'intérêts certains, tels que ses châteaux ainsi que son patrimoine architectural ;

Considérant que les risques de transmission du virus sont amplifiés dans les espaces publics créant une concentration de population, favorisant la promiscuité et empêchant le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que la configuration de l'espace public dans l'hyper-centre de Saverne et dans le port de plaisance ne permet pas de respecter les règles de distanciation sociale ; que les abords de certains lieux et Établissements Recevant du Public (ERP), tels que les établissements d'enseignement, sont fortement propices aux regroupements de personnes ; que ces regroupements sur la voie publique favorisent les risques de transmission du virus ;

Considérant que ces zones favorisent la rencontre entre des catégories d'âge actuellement particulièrement touchées par l'épidémie de covid-19 avec des populations plus jeunes, majoritairement asymptomatiques et pouvant diffuser le virus aux plus fragiles sans le savoir ;

Considérant que la période des vacances scolaires et universitaires amplifie ces flux et le brassage des populations au sein de ce territoire densément peuplé, flux rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ce brassage concerne tant les populations à l'intérieur du territoire du département, qu'entre départements, voire entre régions ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propice à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ; qu'il y a donc lieu de le rendre obligatoire dans certains espaces publics de la commune de Saverne :

Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – A compter du 17 octobre 2020, et **jusqu'au 16 novembre 2020 inclus**, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de onze ans et plus sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public, énoncés ci-dessous, sur le territoire de la commune de Saverne :

- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements d'enseignement (crèches, écoles, collèges, lycées), privés et publics ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des lieux de culte (ERP de type V) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements sportifs couverts et ouverts (ERP de type X et PA) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des théâtres, salles de spectacle ou à usage multiple, salles polyvalentes ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des aires de jeux ;
- Grand rue, Place du Général de Gaulle, place de l'Église, rue Poincaré, rue de la Gare, rue de la Poste, place de la Gare ;
- Sur le port de plaisance.

**Article 2** – L’obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s’applique pas aux personnes en situation de handicap munies d’un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 16 octobre 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

L’obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s’applique pas pour la pratique d’activités artistiques, physiques et sportives.

**Article 3** – Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d’un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Conformément à l’article L. 3136-1 du code de santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l’amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d’une amende de 5ème classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d’emprisonnement et de 3 750 € d’amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d’intérêt général.

**Article 5** – L’arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, modifiant l’arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du territoire de la commune de Saverne, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 6** – Le sous-préfet de Saverne, la directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, le général commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin, le maire de Saverne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et entrera en vigueur immédiatement. Il sera transmis au maire de Saverne.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 2020

La préfète  
  
Josiane CHEVALIER

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
Bureau des Polices Administratives  
5, place de la République  
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, avenue de la Paix  
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

*Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative*



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète  
Direction des sécurités**

**ARRETE du 17 octobre 2020  
imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur le territoire de la  
commune de Schiltigheim**

**La Préfète de la région Grand Est,  
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants ;
- Vu** l'article R. 412-34 du code de la route ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'ordonnance n°443 750 rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 6 septembre 2020 ;
- Vu** le communiqué du comité d'experts de l'Agence Régionale de Santé du 7 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 octobre 2020 ;
- Vu** l'urgence ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que le conseil scientifique Covid-19, dans son avis n°8 du 27 juillet 2020, souligne une accélération de la circulation virale, un risque de circulation à haut niveau à l'automne et un relâchement dans le respect des gestes barrières et considère que les métropoles sont des territoires plus critiques du fait de leur densité et des flux de population ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, sur l'ensemble du territoire de la République par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 , en vigueur à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret du 16 octobre 2020 sus-visé, prescrit une série de mesures générales applicables à compter 17 octobre 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes, permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que la déclaration de l'état d'urgence sanitaire implique un renforcement de la vigilance sanitaire dans le département du Bas-Rhin ;

Considérant que le taux d'incidence du virus dans le département du Bas-Rhin est en augmentation très rapide depuis début août 2020 et qu'il a doublé entre les semaines 40 et 41 en passant à 97,3/100 000 habitants au 11 octobre ; qu'alors que le virus touchait essentiellement les plus jeunes depuis août, ce taux grimpe désormais chez les plus de 65 ans et s'établit à 46,1/100 000 habitants dans cette catégorie au 11 octobre ;

Considérant que lors de la semaine du 23 au 30 août 2020, le taux d'incidence de l'Eurométropole de Strasbourg a dépassé le seuil d'alerte fixé par Santé Publique France et qu'il se situe désormais à 144,3/100 000 habitants au 11 octobre ;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation sanitaire se dégradent depuis quelques semaines dans le Bas-Rhin, avec une moyenne de 40 passages aux urgences par semaine depuis 4 semaines, et environ 80 consultations d'urgence par SOS médecins par semaine pour suspicion de COVID ; que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient significativement depuis début octobre, avec environ 150 à 200 nouveaux patients confirmés par jour ;

Considérant que cette accélération de la circulation du virus se traduit actuellement par une hausse des hospitalisations avec 47 patients hospitalisés pour COVID dans le département au 12 octobre, dont 14 en réanimation; que parmi ces patients, 33 sont hospitalisés au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), dont 10 en réanimation ;

Considérant que la commune de Schiltigheim se caractérise par une importante densité de population, 4 180 habitants/ km<sup>2</sup>, ; qu'il existe, au regard de sa proximité avec les communes de Bischheim, Hoenheim et de la métropole strasbourgeoise, d'importants flux de population rendant difficile le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant qu'il existe de nombreux mouvements pendulaires entre les communes de Strasbourg et de Schiltigheim, et ce, notamment dès lors que la commune de Schiltigheim se caractérise par une portion non négligeable de population étudiante, environ 10 % de la population de la commune en 2017 ; que cette population majoritairement asymptomatique, peut diffuser le virus aux plus fragiles sans le savoir ;

Considérant qu'un cluster de grande ampleur a été détecté sur le territoire de la commune de Schiltigheim, au sein de l'école d'ingénieurs ECAM Strasbourg-Europe ;

Considérant que les établissements scolaires ainsi que les équipements sportifs, culturels, de loisirs, qui attirent de nombreuses personnes et sont propices aux rassemblements, sont implantés de façon éparse sur le territoire ; que cette configuration engendre des flux de population ;

Considérant que la période des vacances scolaires et universitaires amplifie ces flux et le brassage des populations au sein de ce territoire densément peuplé, flux rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ce brassage concerne tant les populations à l'intérieur du territoire du département, qu'entre départements, voire entre régions ;

Considérant que dans son ordonnance sus-visée, le Conseil d'État estime que la simplicité et la lisibilité d'une obligation, comme celle de porter le masque, sont nécessaires à sa bonne connaissance et à sa correcte application par les habitants. Il est donc justifié que le port du masque soit imposé dans des périmètres suffisamment larges pour englober de façon cohérente les zones à risque, afin que les personnes qui s'y rendent connaissent facilement la règle applicable et ne soient pas incitées à enlever puis remettre leur masque à plusieurs reprises au cours d'une même sortie ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propice à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ; qu'il y a donc lieu de le rendre obligatoire, sur le territoire de la commune de Schiltigheim;

Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – A compter du 17 octobre 2020, et **jusqu'au 16 novembre 2020 inclus**, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de onze ans et plus sur la voie publique et dans l'ensemble des lieux ouverts au public, à l'exception des parcs, jardins et espaces verts urbains, jardins familiaux et ouvriers, sur le territoire de la commune de Schiltigheim.

**Article 2** – L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 16 octobre 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas pour la pratique d'activités artistiques, physiques et sportives.

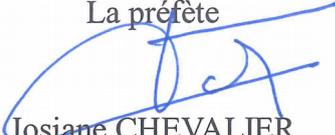
**Article 3** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Conformément à l'article L. 3136-1 du code de santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5ème classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 5** – L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, modifiant l'arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur le territoire de la commune de Schiltigheim, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 6** – Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, la maire de Schiltigheim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et entrera en vigueur immédiatement. Il sera transmis à la maire de Schiltigheim.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 2020

La préfète  
  
Josiane CHEVALIER

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
Bureau des Polices Administratives  
5, place de la République  
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, avenue de la Paix  
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

*Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative*



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète  
Direction des sécurités**

**ARRETE du 17 octobre 2020  
imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du  
territoire de la commune de Sélestat**

**La Préfète de la région Grand Est,  
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants ;
- Vu** l'article R. 412-34 du code de la route ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'ordonnance n°443 750 rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 6 septembre 2020 ;
- Vu** le communiqué du comité d'experts de l'Agence Régionale de Santé du 7 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 octobre 2020 ;
- Vu** l'urgence ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que le conseil scientifique Covid-19, dans son avis n°8 du 27 juillet 2020, souligne une accélération de la circulation virale, un risque de circulation à haut niveau à l'automne et un relâchement dans le respect des gestes barrières et considère que les métropoles sont des territoires plus critiques du fait de leur densité et des flux de population ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, sur l'ensemble du territoire de la République par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 , en vigueur à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret du 16 octobre 2020 sus-visé, prescrit une série de mesures générales applicables à compter 17 octobre 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes, permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que la déclaration de l'état d'urgence sanitaire implique un renforcement de la vigilance sanitaire dans le département du Bas-Rhin ;

Considérant que le taux d'incidence du virus dans le département du Bas-Rhin est en augmentation très rapide depuis début août 2020 et qu'il a doublé entre les semaines 40 et 41 en passant à 97,3/100 000 habitants au 11 octobre ; qu'alors que le virus touchait essentiellement les plus jeunes depuis août, ce taux grimpe désormais chez les plus de 65 ans et s'établit à 46,1/100 000 habitants dans cette catégorie au 11 octobre ;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation sanitaire se dégradent depuis quelques semaines dans le Bas-Rhin, avec une moyenne de 40 passages aux urgences par semaine depuis 4 semaines, et environ 80 consultations d'urgence par SOS médecins par semaine pour suspicion de COVID ; que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient significativement depuis début octobre, avec environ 150 à 200 nouveaux patients confirmés par jour ;

Considérant que cette accélération de la circulation du virus se traduit actuellement par une hausse des hospitalisations avec 47 patients hospitalisés pour COVID dans le département au 12 octobre, dont 14 en réanimation; que parmi ces patients, 33 sont hospitalisés au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), dont 10 en réanimation ;

Considérant que la commune de Sélestat, située au cœur de l'Alsace, se caractérise par une importante densité de population et des flux continus liés notamment à sa centralité ;

Considérant que les risques de transmission du virus sont amplifiés dans les espaces publics créant une concentration de population, favorisant la promiscuité et empêchant le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que la configuration de l'espace public dans l'hyper-centre de Sélestat ne permet pas de respecter les règles de distanciation sociale ; que les abords de certains lieux et Établissements Recevant du Public (ERP), tels que les établissements d'enseignement, les lieux de culte, la gare, les parcs, jardins et aires de jeux, sont fortement propices aux regroupements de personnes ; que ces regroupements sur la voie publique favorisent les risques de transmission du virus ;

Considérant que ces zones favorisent la rencontre entre des catégories d'âge actuellement particulièrement touchées par l'épidémie de covid-19 avec des populations plus jeunes, majoritairement asymptomatiques et pouvant diffuser le virus aux plus fragiles sans le savoir ;

Considérant que la période des vacances scolaires et universitaires amplifie ces flux et le brassage des populations au sein de ce territoire densément peuplé, flux rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ce brassage concerne tant les populations à l'intérieur du territoire du département, qu'entre départements, voire entre régions ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propice à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ; qu'il y a donc lieu de le rendre obligatoire dans certains espaces publics de la commune de Sélestat ;

Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – A compter du 17 octobre 2020, et **jusqu'au 16 novembre 2020 inclus**, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de onze ans et plus sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public énoncés ci-dessous, sur le territoire de la commune de Sélestat :

- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements d'enseignement (crèches, écoles, collèges, lycées), privés et publics ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des lieux de culte (ERP de type V) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des établissements sportifs couverts et ouverts (ERP de type X et PA) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des théâtres, salles de spectacle ou à usage multiple, salles polyvalentes ;
- au centre-ville, à l'intérieur du périmètre délimité par les Boulevards Foch, Leclerc, Castelnaud, Thiers, la rue Président Poincaré et la rue du 4<sup>ème</sup> Zouaves, boulevards et rues délimitant ce périmètre inclus (cf plan en annexe) ;
- sur l'avenue Pasteur (cf plan en annexe) ;
- dans un rayon de 50 mètres autour des aires de jeux ;
- dans un rayon de 50 mètres autour de la Gare.

**Article 2** – L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 16 octobre 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas pour la pratique d'activités artistiques, physiques et sportives.

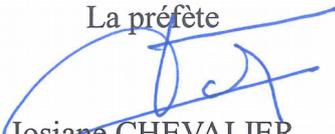
**Article 3** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Conformément à l'article L. 3136-1 du code de santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5ème classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 5** – L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, modifiant l'arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du territoire de la commune de Sélestat, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 6** – La sous-préfète de Sélestat, la directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, le général commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin, le maire de Sélestat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et entrera en vigueur immédiatement. Il sera transmis au maire de Sélestat.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 2020

La préfète  
  
Josiane CHEVALIER

## **Annexe**



## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
Bureau des Polices Administratives  
5, place de la République  
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, avenue de la Paix  
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

*Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative*



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet de la Préfète  
Direction des sécurités**

**ARRETE du 17 octobre 2020  
imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du  
territoire de la commune de Strasbourg**

**La Préfète de la région Grand Est,  
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants ;
- Vu** l'article R. 412-34 du code de la route ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'ordonnance n°443 750 rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 6 septembre 2020 ;
- Vu** l'ordonnance n°2005790 rendue par le juge des référés du Tribunal administratif de Strasbourg le 23 septembre 2020 ;
- Vu** le communiqué du comité d'experts de l'Agence Régionale de Santé du 7 septembre 2020 ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 octobre 2020 ;
- Vu** l'urgence ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que le conseil scientifique Covid-19, dans son avis n°8 du 27 juillet 2020, souligne une accélération de la circulation virale, un risque de circulation à haut niveau à l'automne et un relâchement dans le respect des gestes barrières et considère que les métropoles sont des territoires plus critiques du fait de leur densité et des flux de population ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, sur l'ensemble du territoire de la République par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 , en vigueur à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret du 16 octobre 2020 sus-visé, prescrit une série de mesures générales applicables à compter 17 octobre 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

Considérant que le port du masque par les personnes atteintes du SARS-CoV-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes, permet de réduire fortement les risques de transmission du virus aux personnes avec qui elles entrent en contact ;

Considérant que le Conseil d'État a rappelé dans l'ordonnance sus-visée qu'« *il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 [...] Ainsi, le Haut Conseil de la santé publique recommande, dans un avis du 20 août 2020, en l'état actuel des connaissances et des ressources disponibles, de porter systématiquement un masque en plein air lors de la présence d'une forte densité de personnes ou lorsque le respect de la distance physique ne peut être garanti* » ;

Considérant que la déclaration de l'état d'urgence sanitaire implique un renforcement de la vigilance sanitaire dans le département du Bas-Rhin ;

Considérant que le taux d'incidence du virus dans le département du Bas-Rhin est en augmentation très rapide depuis début août 2020 et qu'il a doublé entre les semaines 40 et 41 en passant à 97,3/100 000 habitants au 11 octobre ; qu'alors que le virus touchait essentiellement les plus jeunes depuis août, ce taux grimpe désormais chez les plus de 65 ans et s'établit à 46,1/100 000 habitants dans cette catégorie au 11 octobre ;

Considérant que lors de la semaine du 23 au 30 août 2020, le taux d'incidence de l'Eurométropole de Strasbourg a dépassé le seuil d'alerte fixé par Santé Publique France et qu'il se situe désormais à 144,3/100 000 habitants au 11 octobre ;

Considérant que la hausse du taux d'incidence de l'Eurométropole est fortement liée à la circulation du virus dans la commune de Strasbourg ;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation sanitaire se dégradent depuis quelques semaines dans le Bas-Rhin, avec une moyenne de 40 passages aux urgences par semaine depuis 4 semaines, et environ 80 consultations d'urgence par SOS médecins par semaine pour suspicion de COVID ; que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient significativement depuis début octobre, avec environ 150 à 200 nouveaux patients confirmés par jour ;

Considérant que cette accélération de la circulation du virus se traduit actuellement par une hausse des hospitalisations avec 47 patients hospitalisés pour COVID dans le département au 12 octobre, dont 14 en réanimation; que parmi ces patients, 33 sont hospitalisés au sein des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS), dont 10 en réanimation ;

Considérant que la commune de Strasbourg constitue le chef-lieu du département et possède la démographie la plus importante du Bas-Rhin avec environ 280 000 personnes en 2017 ; qu'elle se caractérise par une importante densité de population, 3 590 habitants/km<sup>2</sup>, et des flux constants rendant difficile le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que les zones dans lesquelles la densité de population est supérieure à 8 000 habitants/km<sup>2</sup> sont nombreuses et se déploient sur une large partie du ban communal, notamment à Cronembourg-Nord, Hautepierre, Poteries, Koenigshoffen, Montagne Verte, Quartier Gare, Tribunal-Contades, Orangerie-Conseil des XV, Cité de l'III, Centre-ville, Krutenau, Bourse, Esplanade, Neudorf, Meinau et Neuhof-Nord ;

Considérant que les risques de transmission du virus sont amplifiés dans les espaces publics créant une concentration de population, favorisant la promiscuité et empêchant le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que les équipements sportifs, culturels, de loisirs, qui attirent de nombreuses personnes et sont propices aux rassemblements, sont implantés de façon éparse sur le territoire (*par exemple, le Rhénus sport au Wacken, le stade de football à la Meinau, la cité de la musique et de la danse à Neudorf, le stade de rugby et d'athlétisme à Hautepierre...*) ;

Considérant que la seule université de Strasbourg accueille chaque année plus de 52 000 étudiants ; que les universités, écoles d'enseignement supérieur, résidences étudiantes, lycées, collèges, écoles, crèches, privés ou publics, sont également disséminés dans les différents quartiers de Strasbourg ; que ces établissements accueillent une population jeune et majoritairement asymptomatique, qui peut diffuser le virus aux plus fragiles sans le savoir ; que plusieurs clusters ont été identifiés au sein des établissements d'enseignement supérieur du département depuis la rentrée ;

Considérant que la période des vacances scolaires et universitaires amplifie ces flux et le brassage des populations au sein de ce territoire densément peuplé, flux rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ; que ce brassage concerne tant les populations à l'intérieur du territoire du département, qu'entre départements, voire entre régions ;

Considérant que dans son ordonnance sus-visée, le Conseil d'État estime que la simplicité et la lisibilité d'une obligation, comme celle de porter le masque, sont nécessaires à sa bonne connaissance et à sa correcte application par les habitants, qu'il est donc justifié que le port du masque soit imposé dans des périmètres suffisamment larges pour englober de façon cohérente les zones à risque, afin que les personnes qui s'y rendent connaissent facilement la règle applicable et ne soient pas incitées à enlever puis remettre leur masque à plusieurs reprises au cours d'une même sortie ;

Considérant que, dans son ordonnance sus-visée du 23 septembre 2020, le juge des référés du Tribunal administratif de Strasbourg a retenu que le tissu urbain de Strasbourg ainsi que le périmètre retenu par la préfète ne serait pas de nature à vicier un arrêté, en tant qu'il n'engloberait pas de façon cohérente les quartiers de la commune de Strasbourg, caractérisés par une forte densité de population ou une difficulté particulière à assurer le respect de la distance physique ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments exposés ci-dessus, seules les zones naturelles de grande ampleur, à savoir les forêts de la Robertsau (493 hectares) et du Neuhof (757 hectares), l'Île du Rohrschollen (309 hectares), poumons verts de la ville de Strasbourg, et la zone industrielle du port au pétrole et du port du Rhin, à l'exception du jardin des deux-rives, ne sont pas caractérisées par une grande densité ou une forte fréquentation, permettant ainsi le respect des règles de distanciation physique ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propice à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ; que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus ; qu'il y a donc lieu de le rendre obligatoire, sur le territoire de la commune de Strasbourg à l'exception de certaines zones non caractérisées par une grande densité ou une forte fréquentation ;

Sur proposition du Directeur de Cabinet de la Préfète ;

## **ARRETE**

**Article 1er** – A compter du 17 octobre 2020, et jusqu'au 16 novembre 2020 inclus, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de onze ans et plus sur la voie publique et dans l'ensemble des lieux ouverts au public, sur le territoire de la commune de Strasbourg, à l'exception de :

- la forêt de la Robertsau ;
- la forêt du Neuhof ;
- l'ensemble de la zone du port du Rhin et du port au pétrole, à l'exclusion de la zone du jardin des deux rives ;
- la réserve naturelle du Rohrschollen.

La carte annexée au présent arrêté délimite les périmètres concernés.

**Article 2** – L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 16 octobre 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas pour la pratique d'activités artistiques, physiques et sportives.

**Article 3** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Conformément à L. 3136-1 du code de santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5ème classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

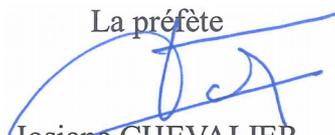
**Article 5** – L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, modifiant l'arrêté du 30 septembre 2020 prolongeant le dispositif imposant le port du masque pour les piétons de onze ans et plus sur certaines parties du territoire de la commune de Strasbourg, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 6** – L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020, modifiant l'arrêté du 23 septembre 2020 prolongeant le dispositif interdisant les rassemblements de plus de 10 personnes, à partir de 21 heures, dans certaines zones des communes de Strasbourg, de Schiltigheim et d'Illkirch-Graffenstaden, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 7** – L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 25 septembre 2020 interdisant certains événements de plus de 30 personnes dans les Établissements Recevant du Public (ERP) du département du Bas-Rhin est abrogé à compter du lundi 19 octobre 2020.

**Article 8** – Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, la maire de Strasbourg, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le jour de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et entrera en vigueur immédiatement. Il sera transmis à la maire de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 2020

La préfète  
  
Josiane CHEVALIER



## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

**Un recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
Bureau des Polices Administratives  
5, place de la République  
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

**Un recours hiérarchique** auprès de :

Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, avenue de la Paix  
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

*Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative*